

CHAMBRE DE COMMERCE  
FRANCO-ARABE

# Newsletter

## Franco-Arabe

LETTRE MENSUELLE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 127 - MARS 2018

### Cérémonie de vœux à la CCFA

**Vincent Reina : « Le renouveau passe par les entrepreneurs, car c'est l'économie qui permet de donner une perspective aux peuples »**



#### SOMMAIRE

- Cérémonie de vœux à la CCFA : p 1-3
- Activités de la CCFA : l'industrie aéronautique française : p 4-8
- France : p 9-11
- Energie : p 12-13
- Salons : p 14-16
- Monde Arabe : p 17-21

*La Chambre de commerce Franco-arabe organisait le mardi 16 janvier, à la Maison de l'Amérique Latine à Paris, sa traditionnelle cérémonie de vœux pour le nouvel an.*

*Ambassadeurs, membres du corps diplomatique, représentants de l'administration française et des institutions économiques, délégations de Chambres de commerce, chefs d'entreprises, hommes d'affaires, membres du Conseil d'administration, adhérents à la Chambre, et journalistes ont répondu présents à l'invitation de la Chambre et honoré par leur présence une initiative devenue au fil du temps un rendez-vous annuel pour tous les férus de la relation franco-arabe. Le Président de la Métropole du Grand Paris, M. Patrick Ollier, nous a fait l'honneur de sa présence.*

« Chers amis, Chers adhérents à la Chambre, je vous adresse du fond du cœur mes vœux les plus chaleureux pour vous-mêmes bien sûr, pour vos familles et vos proches, mais aussi dans vos vies professionnelles » s'est ainsi adressé le Président de la Chambre de commerce Franco-Arabe, Vincent Reina, aux nombreux invités qui ont répondu à l'invitation de la Chambre. S'adressant plus particu-

lièrement aux nombreux ambassadeurs et diplomates arabes présents à cette cérémonie, il leur a demandé de transmettre à leurs autorités respectives ses vœux de fraternité, souhaitant « que 2018 permette de réunir les conditions pour que le monde arabe puisse à nouveau prospérer dans sa globalité ». Et d'ajouter : « je pense toujours que le renouveau du monde arabe passera aussi par les

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

Chambre de commerce franco-arabe - 250 bis boulevard St-Germain 75007 Paris  
Tél. 01 45 53 20 12 - Fax : 01 47 55 09 59 - e-mail : [info@ccfranco-arabe.org](mailto:info@ccfranco-arabe.org) - site web : [www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

1/21



entrepreneurs car c'est l'économie qui permet de donner un horizon, et une perspective aux peuples ».

M. Vincent Reina a ensuite rappelé la vocation de la Chambre, « un outil économique et commercial, » qui a pleinement son rôle à jouer dans le dispositif mis en place par le gouvernement qui vise à porter de 125 000 à 200 000 le nombre d'entreprises exportatrices et de pérenniser le flux des exportations de celles qui travaillent déjà à l'international». Il a rappelé que le déficit commercial de la France avait atteint l'année dernière 63 milliards d'euros, contre 48 milliards d'euros en 2016, estimant qu'il fallait s'organiser afin que la balance commerciale de la France reprenne un peu de couleurs et retrouve un certain équilibre.

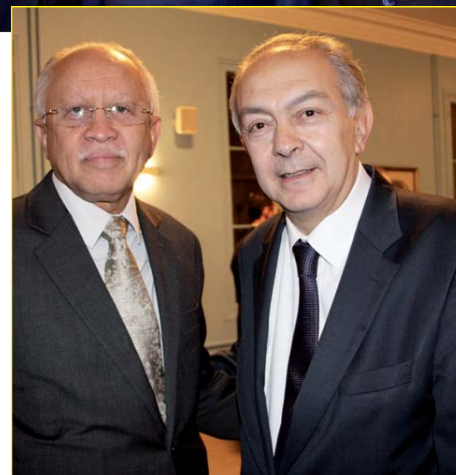
« Il faut donc un service public de l'export innovant, collaboratif reposant sur une organisation repensée entre Business France et les CCI en France, et à l'étranger BPI France et le secteur privé », a-t-il dit. Il a rappelé à cet égard le rôle confié au Directeur général de Business France, Christophe Lecouturier, chargé de réfléchir à une refonte du dispositif d'accompagnement à l'export.

Par ailleurs, le président de la CCFA a posé clairement la question de savoir comment la Chambre de commerce franco-Arabe peut-elle participer efficacement à la réalisation de

cet enjeu vital pour la France et d'y répondre en indiquant qu'il milite depuis son arrivée à la tête de cette institution « sans relâche pour la multiplication des actions communes avec l'Equipe de France à l'export ». Et de rappeler son action pour établir un partenariat avec Business France, afin que chaque partie associe l'autre à l'organisation d'opérations de promotion, et réalise au moins deux actions concrètes dans la zone de compétence de la CCFA. « Un partenariat qui s'est concrétisé par la signature officielle le 15 novembre dernier par un document solennel », a-t-il souligné.

« La CCFA avec sa singularité et son atout, par son lien direct avec les Chambres de Commerce et d'Industrie des 22 pays de la Ligue des Etats arabes, doit être résolument présente dans toutes les initiatives cruciales de développement du nombre d'entreprises exportatrices, a-t-il, il dit. Ajoutant : « Les pays du Monde arabe avec lesquels nous entretenons des liens historiques et humains profonds, sont en pleine transformation, et peuvent être des relais de croissance importants pour nos entreprises ». Le président de la CCFA a par ailleurs rappelé que « l'influence de la France dans tous les pays de la région était importante, mais qu'elle était désormais concurrencée, voire parfois menacée. Il a estimé que les parts de marché de la France dans les pays arabes restent encore trop faibles et qu'il existe de fortes marges de progression et d'opportunités.

**Visitez le site**  
**de la Chambre**  
**de commerce**  
**franco-arabe**  
**www.ccfra-**  
**arabe.org**



Abordant les activités de la Chambre en 2017, M. Vincent Reina a rappelé le contexte budgétaire « pas simple » du fait de la baisse des recettes des visas. Toutefois il a indiqué que les activités de la CCFA ont continué avec un programme intense à commencer par les petits déjeuners thématiques avec de belles réussites comme ceux organisés sur « le tourisme au Bahreïn », « adapter les produits à l'export », ou le « E-commerce : la révolution digitale ».

Quant aux déplacements organisés par la Chambre au cours de l'année écoulée, il a cité sa participation en Tunisie en Mai 2017 au Forum sur les transports, sa participation en novembre au 2<sup>ème</sup> Sommet Euro-Arabe à Athènes, la collaboration de la Chambre avec la CCIP Ile-de-France en octobre à l'organisation de la rencontre sur le nouveau Koweït, l'organisation du 8<sup>ème</sup> colloque du Centre d'Arbitrage et enfin sa participation, fin novembre, à la Soirée des Amis de la Palestine.

Le président de la CCFA a par ailleurs tenu à rappeler « l'accueil à l'Assemblée Générale de la CCFA au mois de Mai 2017, comme invité d'honneur, du Directeur Général du Medef International, M. Philippe GAUTIER ». « Il était indispensable de renouer des relations avec le Medef International dans le respect de chacun, mais avec la volonté réciproque de partager et d'échanger entre nous » a-t-il confié. Et d'ajouter : «

notre ambition commune, c'est d'être prêt à nous investir de façon plus entrepreneuriale pour aider à la construction de partenariats bilatéraux entre la France et les pays arabes ».

Abordant les activités de la Chambre en 2018, M. Reina a indiqué que le programme était intense. « Bien sûr nous poursuivrons les petits-déjeuners thématiques », a-t-il affirmé, mais « nous avons aussi des projets de missions d'entreprises, notamment avec la CCIP Ile-de-France au Caire et au Canal de Suez, et un autre avec l'UITP à Dubaï ». Il a par ailleurs indiqué que la Chambre avait d'autres projets importants comme l'organisation d'un Forum économique à la Métropole Bordelaise au profit des Ambassadeurs Arabes, un Forum « France-Pays Arabes » à Paris, ou de signer une présence active au Salon International de l'Alimentation et d'autres projets de déplacements d'entreprises en études, ainsi que deux opérations avec Business France.

« Vous le voyez, nous ne manquons pas d'ambition et d'énergie pour faire de 2018, un moment fort et intense au profit du lien privilégié et historique qui unit la France et les Pays Arabes », a-t-il dit. Et de conclure : « restons mobilisés pour entraîner dans notre sillage de nouveaux adhérents pour avoir une dynamique et une trajectoire optimiste ».

**Visitez le site**  
**de la Chambre**  
**de commerce**  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

## Petit-déjeuner débat à la CCFA

# « L'industrie aéronautique française : un atout à l'exportation et un acteur majeur dans les échanges avec les pays arabes »



*La France est parmi les rares pays au monde à disposer d'une industrie aéronautique maîtrisant l'ensemble des compétences nécessaires à l'élaboration et à la construction d'un aéronef ou d'un engin spatial. Cette industrie qui nécessite une haute expertise technologique, un savoir faire performant, et un personnel hautement qualifié, déploie sur l'ensemble du territoire de l'Hexagone un tissu d'entreprises avant-gardiste, réactif et dynamique, qui contribue d'une manière significative à la création de la richesse nationale et de l'emploi et gratifie la France d'une place prépondérante dans le concert des pays à la pointe de cette industrie.*

*L'industrie aéronautique est un secteur-clé pour les exportations françaises, elle réalise près de 60 milliards de chiffre d'affaires à l'international, soit près de 12% des exportations, avec des excédents importants pour la balance commerciale. Entre 2012 et 2016 cette industrie a créé plus de 60.000 emplois portant à 187.000 le nombre des salariés dans ce secteur (172.500 dans l'aéronautique civile et militaire et 14.000 dans le spatial), dont 42 % d'ingénieurs et de cadres et 30 % d'ouvriers qualifiés. Le chiffre d'affaires des 20 plus grosses entreprises du secteur avoisine les 311 milliards d'euros avec une part importante pour l'industrie aéronautique civile qui en représente 78 %.*

*Cette « success story » qui se confirme année après année envisage le futur avec confiance et sérénité. Ainsi, après une bonne année 2017, les industriels du secteur abordent 2018 avec optimisme grâce à la croissance de l'aviation civile qui devrait profiter de l'embellie du trafic aérien mondial qui a franchi allègrement le cap des 4 milliards de passagers. D'ailleurs, les compagnies aériennes auront besoin de 34 900 avions neufs dans les 20 prochaines années.*

*Dans le domaine militaire et spatial, toujours en attente*

*du renforcement du soutien de l'Union européenne à son industrie de défense, le succès du Rafale à l'international et la décision du gouvernement français de porter à 2 % du PIB les dépenses militaires d'ici à 2025 devrait profiter au secteur.*

*Les pays arabes représentent un marché potentiel pour l'industrie aéronautique de l'Hexagone. Ce secteur est au premier rang des échanges commerciaux de la France avec les pays de la région où les produits français militaires et civils rivalisent sur ce marché avec leurs principaux compétiteurs internationaux, et s'imposent en proposant des produits de haute technologie assurant des performances opérationnelles remarquables. Airbus accompagne le développement économique de plusieurs compagnies aériennes, et non des moindres, dans les pays arabes, et plusieurs pays de la zone font confiance à Dassault Aviation pour équiper leurs forces aériennes.*

*Pour mettre en avant cette vitrine de l'industrie française et son savoir faire, la Chambre de Commerce Franco-Arabe a lancé son cycle de petits-déjeuners débats pour l'année 2018, par une rencontre sur le thème : « L'industrie aéronautique française : un atout à l'exportation, et un acteur majeur dans les échanges avec les pays arabes ». A cette occasion elle a invité le Mercredi 14 février 2018 à la Maison des Polytechniciens à Paris, Laurent Dassault, Directeur Général Délégué du Groupe Industriel Marcel Dassault, Benoît Dussaugé, Directeur International de Dassault Aviation, et Bruno du Pradel, Directeur des Opérations Internationales / Affaires Publiques – Airbus Commercial Aircraft, pour présenter les atouts majeurs de cette industrie, son impact sur l'économie française, et les enjeux de ses échanges avec les pays arabes.*

Ouvrant les débats de cette rencontre, le Président de la Chambre de commerce Franco-Arabe, Vincent Reina, a souhaité la bienvenue aux intervenants, les remerciant de consacrer cette matinée pour présenter ce secteur-clé de l'industrie française, « fleuron national, européen, et international, et vitrine du savoir faire français », aux représentants des entreprises et du corps diplomatique des pays arabes.

loppement pour rester positionné sur le haut du segment dans ce domaine puisque le « low cost n'est pas un objectif pour le groupe qui veut offrir à ses partenaires des technologies de pointe ».

Dans le secteur civil, Dassault Aviation fabrique des avions « business jet » qui peuvent réaliser des trajets allant de 4000 à 6500 nautiques. Ces « business jet » se



Nous considérons à la CCFA ce petit-déjeuner comme étant un rendez-vous important, a-t-il dit. Ajoutant : « Nous souhaitons depuis très longtemps mettre en valeur l'industrie aéronautique française, et nous avons, ici présents, les deux représentants historiques de ce secteur qui depuis près d'un siècle développe une image dans le monde et investit dans des technologies nouvelles propulsant ces deux groupes Dassault Aviation et Airbus au-devant de la scène aéronautique mondiale ».

Il a remercié Bertrand de Fonvielle, membre du Bureau de la CCFA qui a permis l'organisation de cette rencontre ainsi que Laurent Dassault et Benoit Dussaugé du Groupe Industriel Marcel Dassault, et Bruno du Pradel d'Airbus Commercial Aircraft d'avoir accepté l'invitation de la Chambre pour venir « parler de leur savoir faire, leur vision, leur approche sur les aspects de l'aéronautique, ainsi que la place importante de cette industrie dans le concert des pays arabes », avant de leur passer la parole.

Benoit Dussaugé, premier intervenant à cette rencontre a d'emblée entamé son exposé par une brève présentation de Dassault Aviation, « une société qui vient de fêter tout juste ses 100 ans et dont le capital est détenu à 62% par le groupe GIMD Marcel Dassault, 10% par Airbus, une « seule » action par l'Etat français, le reste étant sur le marché des actions en bourse.

« Dassault aviation est une société duale » a-t-il dit, précisant qu'elle travaille dans le domaine civil et militaire, et possède un savoir faire et une expertise dans la haute technologie dans ces deux secteurs. Dassault Aviation développe près de 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel dont 80% en moyenne est fait à l'export, a-t-il confirmé. Orienté vers la haute technologie, le groupe consacre 15 à 20% de ce chiffre à la recherche et au déve-

clément en 4 versions, chacune capable de réaliser des « ranges » différents. A titre d'exemple il a cité le « Falcon 2000 », l'avion transcontinental, le « Falcon 900 », le transatlantique, capable de relier Paris à Washington, ou le transpacifique capable de relier Los Angeles à Tokyo... « La particularité des avions Falcon se trouve essentiellement dans le nombre d'heures que les passagers sont disposés à passer dans l'avion sans se poser pour se dégourdir les jambes » a-t-il notamment précisé.

Dans le secteur militaire, Dassault Aviation est connu pour ses avions « Mirage », « Alpha Jet » ou le plus récent le « Rafale », l'avion polyvalent « à la dimension d'un petit pays comme la France qui possède un budget limité dans ce domaine ». Le « Rafale » permet de protéger l'espace aérien français. Il est capable de se déployer et de mener des frappes à l'extérieur comme en Irak, en Libye, en Afghanistan ou au Mali. Cet avion dessiné dès le départ pour se déployer sur un porte-avion, permet aussi de faire de la reconnaissance, et de porter l'arme nucléaire.

### **Dassault arrête la fabrication des «Falcon 5X»**

***Dassault Aviation a annoncé renoncer à son futur jet Falcon 5X, lancé en 2013. Cette décision fait suite aux retards à répétition sur le réacteur étudié par le groupe Safran. Dassault va lancer un nouvel avion qui sera motorisé par des réacteurs fabriqués cette fois-ci par le Nord-Américain Pratt & Whitney. L'appareil aura une cabine assez comparable à celle du 5X mais avec une autonomie portée à 10 000 kilomètres.***

**Visitez le site**  
**de la** **Chambre**  
**de commerce**  
**franco-arabe**  
**www.ccf Franco-  
arabe.org**

Quant à l'histoire de Dassault Aviation avec les pays arabes, elle a commencé avec « l'embargo décrété par le général de Gaulle en 1967 » qui a ouvert la voie à une politique arabe de la France. Cette histoire s'est concrétisée instantanément, a affirmé M. Dussaugé. Dans le secteur civil c'est 200 Falcon qui ont trouvé acheteurs dans ces pays, et dans le secteur militaire 9 pays du monde arabe ont fait le choix « d'opter pour Dassault

la formation, et des détachements de personnels, a-t-il précisé. Par ailleurs, la vente d'avions de combat implique aussi la formation du pilote, et du personnel mécanicien, ou l'implantation physique dans certains pays pour assurer tout ce qui est nécessaire à la maintenance des avions qui peut aller jusqu'à la mise à jour des avions (remplacement des radars, des équipements moteurs, des logiciels..).



Aviation » a-t-il ainsi rappelé, précisant au passage « que si la qualité des avions a été un facteur important de ce choix, la politique de la France a aussi été un paramètre important ».

Dressant un panorama des pays qui ont choisi les équipements et le savoir faire Dassault Aviation, M. Dussaugé a notamment cité les Emirats arabes unis qui ont reçu la livraison de plus d'une centaine d'avions Mirage V et Mirage 2000 au cours des 40 dernières années. L'Egypte qui a reçu livraison de plus de 200 avions, Mirage 2000, Alpha Jet, et Rafale. L'Irak qui avait 150 avions Mirage F1 dans plusieurs versions, la Jordanie qui a commandé 17 avions Mirage F1, le Koweït qui avant l'invasion de son territoire avait 33 avions Mirage F1, la Libye 200 avions Mirage Vet F1, le Liban quelques Mirage III, le Maroc qui utilise encore des Mirage F1 et Alpha jet, et enfin le Qatar qui opère 60 avions, dont 10 Alpha Jet, 12 Mirage 2000 et qui a commandé des Rafale.

Ces ventes ne sont pas les seules activités de Dassault Aviation dans la région a précisé M. Dussaugé, rappelant que dans le domaine civil « lorsqu'un client possède un avion, il rêve de voler avec ». Pour cela, il a besoin d'un pilote, d'un personnel navigant, d'un support permettant de lui fournir des centres d'opération, comme il a besoin d'un service de maintenance et des stations-services, a-t-il notamment dit.

Pour l'activité militaire, une importante activité périphérique accompagne la vente des avions de combat, a indiqué M. Dussaugé, à commencer par la participation d'un certain nombre de pays à la fabrication physique des avions. C'est le cas pour les Alpha jet livrés à l'Egypte. Ce travail impose un transfert de technologie, un transfert d'outillages, de

## 20 A380 vendus à Emirates

*Emirates vient de signer un accord avec Airbus pour finaliser l'achat de 20 A380, avec 16 avions supplémentaires en option, a annoncé à Dubaï le premier ministre Edouard Philippe à la presse au terme d'une visite de deux jours aux Emirats arabes unis. Le contrat a été signé par le PDG d'Emirates, cheikh Ahmed ben Saïd al Maktoum, et le président d'Airbus pour l'Afrique et le Moyen-Orient, Mikail Houari.*

Quant à l'avenir de ses relations avec les pays arabes clients de Dassault Aviation, M. Dussaugé a estimé qu'il « faut aller encore plus loin que ces activités industrielles ». Il a indiqué que son groupe avait des demandes et qu'il mettait tout en œuvre pour les satisfaire notamment à travers des partenariats avec les universités et les centres de recherche. Il a conclu son intervention en indiquant : « Nous localisons chez nos pays clients des centres de recherches et de développement et nous nouons des partenariats avec les universités afin que ces pays puissent maîtriser les technologies transférées ».

Deuxième intervenant à cette rencontre, Laurent Dassault, a exposé les programmes « Offsets » développés par le groupe Dassault dans les pays arabes notamment, aux Emirats arabes unis. Il a indiqué que l'activité offset pouvait être, à la fois, facile et compliquée, puisque dans la plupart des cas les clients « qui achètent nos

## Rafale en Egypte : les Etats-Unis bloquent

*Les négociations pour la vente de Rafale supplémentaires entre la France et l'Egypte sont freinées. Washington refuse l'exportation d'un composant américain à bord du missile de croisière Scalp fabriqués par MBDA que Le Caire souhaite acquérir. Si la fourniture de Rafale n'est pas en danger, cette opération est nettement freinée. Soit MBDA change ce composant, soit la France et les Etats-Unis trouvent un arrangement à très haut niveau. Emmanuel Macron doit d'ailleurs se rendre aux Etats-Unis les 23 et 24 avril prochains*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf Franco-Arabe.org](http://www.ccf Franco-Arabe.org)

avions, détiennent 50% des activités développées dans le cadre de ces programmes ». Il a indiqué que le groupe Dassault Aviation, dans le cadre de ces activités offset, a réalisé des fermes agricoles à Abou Dhabi, et une ferme pour l'élevage de la dorade dans l'émirat de Sharjah. Par ailleurs, Laurent Dassault a souligné que dans la plupart des cas « les parts du groupe ont été rachetées par le partenaire local » car l'activité s'était avérée rentable et

des s'élèvent à 1 060 milliards d'euros. Et les chiffres ne s'arrêtent pas là, puisqu'un avion Airbus décolle ou atterrit toutes les 1,4 secondes à travers les aéroports des six continents, et 25000 vols quotidiens dans le monde sont réalisés avec des avions du groupe. « La force de notre compagnie trouve ses racines dans la passion qui anime tous ses employés, la diversité de ses salariés formés de plus de 100 nationalités, et surtout la contri-



bénéfique pour l'économie du pays. Par ailleurs, M. Dassault a souligné qu'il y a des offsets directes et des offsets en « Barter » ou « échanges de marchandises ». A cet égard, il a donné l'exemple des projets en échange de pétrole. Pour terminer, Il a exprimé sa pleine satisfaction pour tous les projets qu'il a supervisés dans les pays du Golfe et les moments agréables qu'il a vécus durant toutes les années passées dans les pays de la région.

Bruno du Pradel, dernier intervenant à cette rencontre, a choisi d'emblée de se placer sur le terrain de la « Belle Aventure » pour qualifier la réussite de son groupe qui compte aujourd'hui 129.000 personnes. Une aventure qui a commencé, il y a presque 50 ans, avec des jeunes ingénieurs dotés de talents immenses, d'une passion inconsiderée, et qui croyaient fermement qu'ils pouvaient réaliser un avion susceptible de concurrencer les Américains. « Quand on pense à cela on imagine la force créatrice, l'audace, et la conviction de ces ingénieurs » a-t-il souligné. Ajoutant qu'il a eu la chance d'intégrer ce groupe en 1990 avec pour mission de gérer le dossier de la livraison des A320 à la Jordanie, l'un des tous premiers opérateurs de cet appareil. « A l'époque, on espérait vendre 600 exemplaires de cet avion à travers le monde, on en a vendu à ce jour plus de 14000 ». Voilà le résultat de cette « Belle Aventure », a-t-il clôt ainsi ce chapitre.

buton de tous, à réfléchir à faire évoluer nos produits afin qu'ils soient plus performants pour les clients, dans une recherche permanente d'innovation permettant également de mieux résister à la concurrence », ce qui explique ainsi le succès de l'« Aventure » Airbus, selon M. du Pradel.

« Hier à Paris, l'Airbus A321neo LR (pour « Long Range ») a décollé du Bourget pour New York, ouvrant ainsi, tant pour les compagnies « low cost » que pour les plus traditionnelles, un défi extraordinaire. Désormais, ces compagnies peuvent faire Paris- New York, Sidney-Okland ou Dubaï-Pékin avec un avion moyen-courrier, a-t-il souligné. Par ailleurs il a rappelé que l'A350-1000, dont le premier exemplaire a été livré à Qatar Airways le 20 février dernier, vient de réaliser une tournée l'ayant conduit au Moyen-Orient, puis en Asie et en Australie. Tout cela démontre « chaque jour, dans un domaine ou dans un autre, qu'Airbus est animé par la passion de conduire une véritable révolution technologique. « C'est comme cela, que les choses évoluent chez Airbus », a-t-il affirmé.

## Airbus envisage d'augmenter la production des A350

*Tom Enders, président exécutif d'Airbus, a annoncé en février 2018 que l'avionneur européen déciderait cette année d'une éventuelle augmentation de la production du gros-porteur A350 alors qu'est déjà à l'étude la possibilité de porter à 70 par mois la production de monocouloirs A320.*

Abordant la présentation du groupe Airbus, M. du Pradel, a rappelé que sa société concentre 70% de ses activités dans l'aéronautique civile mais que le groupe comprend aussi la division Hélicoptères, et la division Espace, et systèmes de défense. Aujourd'hui Airbus compte 129000 salariés, réalise 67 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, et ses carnets de comman-

**Visitez le site**  
**de la** **Chambre**  
**de commerce**  
**franco-arabe**  
**www.ccf Franco-**  
**arabe.org**

Quant à la coopération d'Airbus avec les compagnies aériennes dans les pays arabes, M. du Pradel a puisé dans ses souvenirs pour raconter le formidable développement de cette coopération. « Lorsque j'arrive à Airbus en 1990, on parlait à l'époque d'une jeune compagnie du Golfe qui voulait acheter des avions d'occasion. Cette compagnie est devenue celle que l'on connaît tous aujourd'hui, et de rappeler qu'« Emirates » vient de signer, il y a quelques jours, un contrat portant le nom-

Avec l'A330, l'appareil de capacité moyenne le plus plébiscité dans le monde, et sa nouvelle version l'A330neo qui assure une réduction de 14% de la consommation de carburant, la compagnie enregistre un succès certains avec 1707 Commandes fermes. 212 appareils de cette famille ont été commandés par les compagnies aériennes arabes, 158 sont actuellement en service.



## Airbus livre le premier exemplaire de l'A350-1000

*Airbus a livré à Qatar Airways, le premier exemplaire de l'A350-1000, la version allongée et dotée de moteurs plus puissants du nouveau biréacteur long-courrier européen. Après l'A380, l'A350-1000 est l'un des avions longs courriers les plus performants capable d'emporter plus de 400 passagers en version bi-classes, soit 50 de plus que l'A350-900, avec un fuselage allongé de 7 mètres. Airbus fait désormais jeu égal avec Boeing sur le marché à mille milliards de dollars des long-courriers gros-porteurs.*

bre de ses avions A380 commandés à 162 unités ». Voilà un exemple qui illustre bien le partenariat que « nous menons avec les compagnies aériennes dans les pays arabes », a-t-il confié. Un partenariat basé sur des relations très profondes et marqué par des discussions fortes qui font avancer les choses, a-t-il souligné. Poursuivant sa démonstration sur ce chapitre de la coopération, M. du Pradel a cité tour à tour Gulf Airways, Koweït Airways, Royal Jordanian Airlines, Qatar Airways, Egypt Air et d'autres, évoquant à chaque fois des souvenirs pour illustrer le parcours unique, les besoins propres, et le partenariat particulier avec chaque compagnie. Il a souligné que toutes les compagnies dans les pays arabes « ont fait confiance à Airbus » qui a enregistré, 1400 commandes en provenance de ces pays et livré 850 appareils depuis 1978. Pour terminer sur ce chapitre, M. du Pradel a estimé que les pays de la région avaient besoin de 2600 nouveaux avions passagers et cargo au cours des 20 prochaines années pour un montant de 583 milliards de dollars.

Abordant la présentation des avions Airbus, M. du Pradel, a souligné les valeurs communes à tous les appareils portant ce sigle notamment, grâce à la mise en place d'un standard industriel utilisant les dernières technologies pour assurer un vol confortable et une sécurité maximale. Il a rappelé que l'A320 constituait la famille des avions la plus vendue dans le monde. Un avion qui assure un confort supérieur, des coûts inférieurs et un niveau de régularité technique inégalé et que le dernier-né de cette famille l'A320neo avait une consommation de carburant inférieure de 20%. 711 avions de cette famille ont été commandés par les compagnies aériennes dans les pays arabes, 465 sont déjà en services et 381 restent encore à livrer.

Concernant l'A350 qui innove par ses matériaux avancés, sa nouvelle motorisation, et ses ailes qui changent de forme pendant le vol, Airbus entend refaçonner le monde du transport aérien. Le groupe a enregistré 854 Commandes de ce modèle. Les compagnies aériennes dans les pays arabes ont commandé 224 appareils de ce modèle et opèrent déjà 29 appareils dont le tout dernier A350-1000 en attendant la livraison des 195 restants.

Enfin avec l'A380, le plus gros-porteur dans le monde qui propose la solution idéale pour réduire l'encombrement des aéroports et garantir la croissance durable du transport aérien, le groupe signe un exploit technique et une avancée technologique majeure. 337 avions de ce modèle ont été commandés dont 182 appareils par les seules compagnies aériennes dans les pays du Golfe qui opèrent 120 appareils de ce modèle et attendent la livraison des 62 autres.

Pour conclure, M. du Pradel a indiqué que l'industrie aéronautique était en pleine croissance grâce à la demande des passagers qui continue de croître. Il a souligné la demande du marché mondial de l'aéronautique estimée à plus de 33000 nouveaux avions d'ici 2035, pour une valeur de 5 200 milliards de dollars. Par ailleurs, il a indiqué que le marché du service d'entretien, de réparation, et de maintenance des appareils était estimé à 1 800 milliards de dollars d'ici 2035.

Après ces interventions, une séance de questions-réponses a permis aux intervenants d'animer un débat avec les participants à cette matinée de travail. Un débat riche et fort intéressant de l'aveu même des participants.

**Visitez le site**  
 de la **Chambre**  
 de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf Franco-Arabe.org](http://www.ccf Franco-Arabe.org)

## Croissance : léger ralentissement au premier trimestre 2018



Selon une enquête de la Banque de France, présentée au début du mois de février, la croissance devrait ralentir dans l'Hexagone au premier trimestre de cette année. Elle devrait atteindre 0,4%, contre 0,6% au quatrième trimestre 2017. Cette estimation se situe légèrement en dessous de celle de l'Insee, qui table sur une progression de 0,5% entre janvier et mars. Selon l'enquête de la Banque de France pour janvier, l'indice du climat des affaires dans l'industrie s'établit à 105 contre 107 en décembre. Le taux d'utilisation des capacités de production, qui avait atteint en décembre un plus haut depuis mai 2008, se replie d'un point à 80,6%. « L'activité augmente notamment dans l'aéronautique, l'informatique et l'électronique. La pharmacie et le caoutchouc-

plastique sont en légère baisse». Si les carnets de commandes restent bien fournis, «les entrées de commandes sont moins dynamiques». En revanche, l'activité des services reste très dynamique. L'indice du climat des affaires pour ce secteur est stable sur un mois à 103. Il se maintient ainsi à son plus haut niveau depuis mai 2011. « L'intérim, le transport, l'hébergement et le conseil en gestion croissent à un rythme élevé. Enfin, dans le bâtiment, l'indice se stabilise à 104 en janvier. Ce secteur affiche une meilleure santé à la fois dans le gros œuvre et le second œuvre et «les carnets de commandes restent bien garnis».

Pour la suite, les chefs d'entreprises interrogés se montrent tous optimistes. L'embellie économique devrait donc se poursuivre cette année, après une année 2017 marquée par une croissance de 1,9% selon la Banque de France et l'Insee. Soit un plus haut depuis 6 ans. Pour 2018, la Banque de France est sur la même longueur d'onde que le gouvernement: elle table sur un PIB en hausse de 1,7%. À ce stade, l'Insee anticipe également une croissance de 1,7% cette année. Plus optimiste, Bruxelles table sur une progression de 2% pour la France en 2018. Si elles se confirment, ces prévisions devraient permettre à Bercy de tenir sa promesse de ramener le déficit sous les 3% cette année.



## Amélioration sur le front de l'emploi et du chômage

Selon l'Insee, l'économie française continuerait de créer environ 100.000 emplois marchands par semestre en 2018. Après 215.000 nouveaux postes enregistrés en 2016, « l'emploi salarié marchand progresserait de 242.000 en 2017 et faiblirait à peine début 2018 », notent les experts. Ce dynamisme sera toutefois atténué par la forte baisse des emplois aidés, qui provoque un repli de l'emploi non marchand. Au final, les créations dépasseraient légèrement les variations naturelles de la population active, d'où une lente décrue du chômage. Les statisticiens tablent sur un taux de 9,4 % mi-2018, en repli de 0,1 point sur un an.

# Commerce extérieur : la stratégie du gouvernement



Ensuite des guichets uniques verront le jour dans chaque région française et quelque 400 conseillers seront déployés sur le territoire. Le deuxième volet concerne le financement, des PME. L'objectif de Matignon est de simplifier le système actuel trop complexe et de renforcer Bpifrance dans son rôle de financeur public et possible partenariat entre Bpifrance et Business France», selon le premier ministre. Enfin la formation vient compléter le dispositif. Selon le Premier ministre la bataille de l'export se gagnera en impliquant la jeunesse «Il faut savoir parler anglais si on veut agir et bouger dans la mondialisation», a-t-il dit. Il prévoit de développer la culture de l'internationalisation, via l'anglais dès le lycée. L'idée consiste à faire financer par l'État une certification (type TOEIC, TOEFL...) internationalement reconnue. Enfin, le gouvernement veut également créer un parcours de formation à l'export spécifiquement dédié aux TPE, PME et ETI pour les aider à s'internationaliser. L'objectif de ce plan, comme de tous ceux qui ont été présentés ces dernières années, est d'augmenter le nombre d'entreprises exportatrices, encore beaucoup trop faible en France. Elles n'étaient que 124.000 l'an dernier. L'Allemagne en compte plus de 300.000, pour un excédent commercial qui s'est élevé l'an dernier à 244 milliards d'euros.

Face à la détérioration du déficit commercial, à 62,3 milliards d'euros en 2017, après 48,3 milliards en 2016, le Premier ministre, Edouard Philippe, a présenté devant les étudiants de l'école de commerce de l'Edhec à Croix (Nord) sa stratégie pour rétablir la balance commerciale. Le plan du gouvernement comporte trois volets. Le premier concerne la réorganisation du dispositif public de soutien à l'export, en propulsant Business France et les chambres de commerce à la tête de pont de ce dispositif, avec une plate-forme informatique commune, servant de point d'entrée pour toutes les entreprises de France.

## FOCUS

### LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES REBONDISSENT

*Les créations d'entreprises ont connu un rebond de 3,6% en janvier, après un recul de 1,5% en décembre 2017, révèle l'Insee. «En données brutes, le nombre cumulé d'entreprises créées au cours des douze derniers mois continue d'accélérer (+7,7 % après +6,7 % en décembre et +6,1 % en novembre)», note l'institut de statistique. Dans le détail, les créations sont tirées par la hausse des immatriculations de micro-entrepreneurs de 9,1% par rapport à décembre (soit + 10,5% sur douze mois). Les entreprises classiques, elles, sont en baisse de 0,3%. En 2017, le secteur des transports et de l'entrepôt est celui qui bénéficie le plus de cette évolution, suivi des activités immobilières et du soutien aux entreprises.*

## 200.000 emplois créés en 2017

L'économie française a généré 253.500 postes salariés nets dans le secteur privé sur l'ensemble de l'année 2017 selon une première estimation de l'Insee. Cela représente une hausse de 1,3% sur un an. Le secteur privé employait 19,27 millions de salariés fin 2017, un record. Pour rappel, l'Hexagone a constaté la création de 234.500 postes en 2016 et 129.700 en 2015. Dans le détail, ce sont les services marchands qui affichent la plus forte augmentation (+1,9% sur un an). Hors intérim, le secteur tertiaire a créé 178.000 postes sur l'année, tandis que l'intérim a généré 45.500 emplois. Avec un effectif total de 734.400 postes, l'intérim a donc atteint un record. De son côté, la construction a connu sa première année dans le vert, depuis 2008 (+21.300 postes). Même son de cloche positif pour l'agriculture - avec 5800 postes supplémentaires. L'industrie, elle, n'est pas à la fête. Sur un an, les usines ont perdu 10.100 postes. Une piètre performance: le secteur n'a pas enregistré de créations nettes depuis l'an 2000. Seule évolution positive, les destructions de postes ont tout de même ralenti. Ces chiffres sont-ils de bon augure pour l'année 2018, permettant ainsi une baisse du chômage? Difficile à dire pour l'heure. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a déclaré qu'elle tablait sur une baisse sensible et «durable» du taux de chômage «vers la fin de l'année et surtout en 2019» grâce aux «réformes structurelles» engagées par le gouvernement. Sur l'ensemble de l'année 2017, le chômage a reculé de 0,3%, selon les données de Pôle emploi..



## Protection des entreprises : la stratégie française

### FOCUS

#### EUROPE : DE 216 À 1999 EUROS LE SALAIRE MINIMUM

Eurostat, l'office de statistique de l'Union européenne, a publié son rapport sur les salaires minimums des pays membres de l'UE au 1er janvier 2018. Selon cette enquête, les États membres de l'Union européenne peuvent être répartis en trois groupes. Le premier comprend 9 pays qui ont un salaire minimal mensuel inférieur à 500€: la Bulgarie (216€), la Lituanie (400€), la Roumanie (408€), la Lettonie (430€), la Hongrie (445€), la Croatie (462€), la République tchèque (478€), la Slovaquie (480€) et l'Estonie (500€). Six pays versent un salaire minimal compris entre 500€ et 1000€: 677€ pour le Portugal, 684€ pour la Grèce, 748€ pour Malte, 843€ pour la Slovénie et 859€ pour l'Espagne et (503€) pour la Pologne. Parmi les pays dont le salaire minimum est supérieur à 1000€, on trouve le Royaume-Uni (1401€), l'Allemagne (1498€), la France (1498€), la Belgique (1563€), les Pays-Bas (1578€) et l'Irlande (1614€), loin derrière le Luxembourg (1999€). Pour rappel, six des vingt-huit pays de l'UE n'ont pas instauré de salaire minimum national: le Danemark, l'Italie, Chypre, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Visitez le site  
de la Chambre  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)



Le Premier Ministre Edouard Philippe veut étendre à de nouveaux secteurs l'obligation pour les investisseurs étrangers d'obtenir une autorisation préalable de Bercy. L'intelligence artificielle, le spatial, le stockage des données, les semi-conducteurs et les infrastructures financières seront désormais aussi concernés.

L'autorisation sera suivie de contrôles effectués par un audit externe, afin de vérifier le respect des conditions fixées.

Par ailleurs, le gouvernement va assouplir le cadre juridique de création des actions spécifiques qui permettent à l'Etat de disposer de droits exceptionnels, notamment sur les transferts de propriété intellectuelle, sur les déci-

sions d'implantations hors de France ou sur des cessions d'actifs. Il compte aussi mettre en place un conseil chargé d'anticiper les acquisitions hostiles: sous la présidence du Président de la République seront organisées des « réunions du Conseil de défense et de sécurité nationale en formation économique », afin d'« assurer un pilotage de ces questions sensibles ». Avec Bpifrance et l'Agence des Participations de l'Etat, l'exécutif veut par ailleurs se doter d'une « enveloppe d'intervention financière, pour assurer la protection de certaines entreprises, notamment les pépites susceptibles d'être la cible d'acquisitions hostiles ».

## Travail détaché: la France durcit les sanctions

Rémunérations très inférieures au Smic, travail au noir, durées maximales de travail largement dépassées, conditions d'accueil indignes... Le détachement des travailleurs fait l'objet de nombreux détournements. Quelques mois après l'accord trouvé au niveau européen pour réformer la directive de 1996 encadrant le travail détaché, le gouvernement français a présenté une série de mesures visant à renforcer les sanctions pour lutter contre la fraude au détachement. Parmi les mesures prises, l'on note le renforcement des sanctions financières qui seront portées de 2000 à 3000 euros par salarié détaché illégalement, et de 4000 à 6000 euros en cas de récidive. Le « name and shame » qui consiste à publier les condamnations pénales pour travail illégal. Le renforcement du pouvoir de sanction des préfets et des inspecteurs du travail est renforcé avec la possibilité donnée aux préfets de fermer un établissement ou d'ordonner l'arrêt de l'activité d'une entreprise. 16 fermetures temporaires d'établissement et 14 suspensions de service ont été décidées l'année dernière. Enfin, l'amende cumulée maximale pour fraude au détachement a été portée de 10.000 à 500.000 euros. En outre, plusieurs lois ont déjà responsabilisé les donneurs d'ordres, qui sont désormais solidaires de leurs sous-traitants en cas de non-versement des salaires notamment.



►► PETROLE & ENERGIE

## Un contrat gazier « historique » entre Israël et l'Égypte



Israël a conclu un contrat « historique » pour la fourniture de gaz naturel à l'Égypte. Selon un communiqué du groupe énergétique israélien Delek, le montant du contrat devrait atteindre 15 milliards de dollars. L'accord a été conclu par un consortium, comprenant

Delek et le groupe américain Noble Energy, avec la compagnie égyptienne Dolphinus pour la fourniture de 64 milliards de mètres cubes de gaz extrait des champs offshore de Leviathan et Tamar en Méditerranée, a précisé Delek. En septembre 2016, un autre contrat estimé à 10 milliards de dollars a été signé pour l'exportation vers la Jordanie de gaz extrait de Leviathan. Les fournitures de gaz en provenance de ce champ doivent débiter en 2019. La Jordanie et l'Égypte sont les deux seuls pays arabes à avoir signé un traité de paix avec Israël. L'Etat hébreu a également donné fin 2016 son feu vert à l'exploitation de deux autres champs gaziers, dont les réserves sont estimées à 60 milliards de mètres cubes, à la compagnie grecque Energean

FOCUS

### SONATRACH & SAIPEM : FIN DES LITIGES

*Le groupe Sonatrach et l'italien Saipem ont officiellement mis fin, à l'amiable, à tous les litiges qui étaient au niveau du Tribunal d'arbitrage international depuis 2015. En plus d'un accord global concernant tous les points du litige entre les deux groupes, quatre gros différends ont fait l'objet d'un accord d'entente signé, au siège de la compagnie nationale, en présence des PDG des deux groupes, Abdelmoumen Ould Kaddour et Stefano Cao. En marge de la signature, le PDG de Sonatrach a souligné qu'après près d'une année de négociations, tous les différends «ont été réglés en contrepartie d'une indemnisation de 150 à 200 millions de dollars» que Saipem devra verser à Sonatrach. Le conflit entre les deux groupes datait de mars 2014, et concerne un contrat conclu en 2008, pour la construction d'un site gazier en Algérie.*

### Liban : la médiation américaine échoue

Aucune avancée n'a été réalisée à l'issue de la réunion entre le président du Parlement libanais Nabih Berry, et le sous-secrétaire d'État américain pour le Proche-Orient, David Satterfield, qui effectue une médiation entre le Liban et Israël au sujet de l'exploitation des hydrocarbures offshore dans la Méditerranée. L'émissaire américain fait la navette entre les deux capitales libanaise et israélienne sans arriver pour l'instant à des résultats tangibles. Le projet proposé au début de la décennie par l'émissaire américain Frederic Hof qui proposait un partage des ressources en hydrocarbures du bloc 9 serait enterré, selon l'un des participants aux réunions tenues entre le président du parlement libanais et M. Satterfield. Un litige frontalier oppose le Liban à Israël depuis que Tel-Aviv a décidé en 2011 d'officialiser sa zone économique exclusive en empiétant environ 850 km2 sur celle déclarée un an plus tôt par Beyrouth à l'ONU. Dépêché par Washington pour tenter de désamorcer le contentieux entre les deux pays, Satterfield tente de trouver une solution.

### L'Américain Orion pour exploiter du gaz dans le Sud de l'Irak

L'Irak va signer un protocole d'accord avec la compagnie américaine Orion Gas Processors pour exploiter le gaz du champ pétrolier de Ben Omar, dans le sud du pays, a indiqué le ministère du Pétrole irakien. Ce



champ, situé dans la province de Bassora, riche en hydrocarbures, produit 40 000 barils de pétrole par jour. Seule une petite partie du gaz associé y est actuellement exploitée alors que l'Irak peine à assurer la fourniture en électricité de ses 35 millions d'habitants. Le champ de Ben Omar et ses réserves en pétrole font l'objet de négociations avec d'autres compagnies, notamment chinoises, ainsi que l'américain Exxon. Ces négociations pour développer le champ et les infrastructures du Sud continuent, mais le ministère pense que c'est très lent alors qu'il cherche à bénéficier du gaz pour l'électricité le plus tôt possible.

## Opep : hausse de la demande mondiale de pétrole



L'Opep a relevé, dans son rapport mensuel du mois de février, sa prévision de croissance de la demande mondiale de pétrole en 2018 en raison de la bonne conjoncture économique favorisant les efforts de rééquilibrage du marché entrepris par l'organisation à travers la réduction de son offre. «Le développement sain et constant de l'activité économique a

été le principal moteur de la solide croissance de la demande de pétrole», estime l'Opep. Toutefois, celle-ci s'attend à ce que le marché ne revienne à l'équilibre que vers la fin de l'année, le redressement des cours incitant d'autres producteurs, en particulier les Etats-Unis, à augmenter leurs pompages. Pour sa part, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'est montrée moins optimiste à un rapide rééquilibrage du marché, en raison d'une progression plus importante de l'offre par rapport à la demande, mettant en cause, principalement, la production pétrolière américaine. Selon l'AIE, la production des Etats-Unis pourrait à elle seule égaler la hausse de la demande mondiale cette année. L'AIE souligne qu'«après avoir considérablement réduit les coûts de production», les producteurs américains sont parvenus à enclencher une dynamique de production qui «pourrait égaler la hausse de la demande mondiale en 2018 ».

### FOCUS

#### UN OLÉODUC RELIANT BASSORA À AQABA

*Le gouvernement jordanien a approuvé la mise en chantier d'un oléoduc reliant les champs pétroliers de Bassora, dans le sud de l'Irak, au port jordanien de Aqaba, selon un porte-parole du gouvernement jordanien. Ce projet doit permettre à la Jordanie d'importer du brut exclusivement depuis l'Irak. Le projet de cet oléoduc, long de 1700 km, est estimé à 18 milliards de dollars, mais la date de sa mise en chantier n'est pas encore connue.*

### L'UE soutient le projet de l'interconnexion électrique entre la France et l'Espagne

La Commission européenne va déboursier 578 millions d'euros pour soutenir le projet d'interconnexion électrique sous-marine reliant la France et l'Espagne dans le golfe de Gascogne. C'est le plus important soutien financier jamais accordé à un projet énergétique par l'exécutif européen. L'UE va investir au total 873 millions d'euros dans 17 projets retenus dans les domaines du gaz et de l'électricité « pour adapter les structures européennes aux besoins futurs en énergie », dans un marché européen « intégré » qui s'appuie sur le « principe de solidarité », a expliqué la Commission dans un communiqué. Le projet dans le golfe de Gascogne qui comprend l'installation d'une ligne sous-marine longue de 280 kilomètres, doit permettre de presque doubler les capacités d'échanges entre les deux pays, de 2 800 mégawatts à 5 000 mégawatts.

### Irak : BP pour développer les champs de Kirkouk

L'Irak a signé un contrat avec le géant pétrolier britannique BP pour développer la production de pétrole dans la riche province de Kirkouk récemment reprise aux Kurdes. Actuellement, la capacité totale de production dans la province septentrionale de Kirkouk est de 420 000 barils par jour, selon Bagdad. Mais seulement 120 000 barils par jour sont effectivement produits et les exportations sont à l'arrêt.

### Liban : La phase de l'exploration est enclenchée

Après des années de contretemps et de blocages, le Liban a enfin enclenché la phase d'exploration de sa Zone économique exclusive (ZEE) qui doit permettre de confirmer ou non la présence d'hydrocarbures au large de ses côtes. Le gouvernement a confié cette mission à un consortium mené par le géant français Total et composé de l'Italien ENI et du russe Novatek, qui ont remporté courant 2017 l'appel d'offres lancé la même année par l'Autorité de l'énergie (LPA). Total détient 40 % des parts du consortium autant qu'ENI, les 20 % restants revenant à Novatek.

▶▶ FOIRES & SALONS

ALGÉRIE

**SIMEM 2018.** Salon international du mobilier hospitalier et de l'équipement Médical, Le Méridien Oran Hotel & Convention Centre, Oran (Algérie), du 04 au 07 avril 2018

**DJAZAGRO 2018.** Salon international de l'agroalimentaire en Algérie, Palais des Expositions d'Alger, Alger (Algérie), du 09 au 12 avril 2018

**BATIMATEC 2018.** Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics, Palais des Expositions d'Alger, Alger (Algérie), du 22 au 26 avril 2018

**OGEX - OIL & GAS EXHIBITION 2018.** Salon international du pétrole, du gaz et de la pétrochimie, Hotel Sheraton - Club des Pins, Alger (Algérie), du 25 au 26 avril 2018

ARABIE

**JEWELLERY SALON - JEDDAH 2018.** Salon de la bijouterie de luxe et des pierres précieuses en Arabie Saoudite, Jeddah Hilton Hotel, Jeddah (Arabie Saoudite), du 09 au 12 avril 2018

**STONE & SURFACE SAUDI EXPO 2018.** Salon professionnel international de la pierre naturelle, du carrelage et du revêtement de sol en Arabie Saoudite, Jeddah Centre for Forums & Events, Jeddah (Arabie Saoudite), du 10 au 12 avril 2018

**THE HOTEL SHOW SAUDI 2018.** Salon international de l'hostellerie et restauration, des cafés et des services de traiteur en Arabie saoudite, Jeddah Centre for Forums & Events, Jeddah (Arabie Saoudite), du 10 au 12 avril 2018

**BUILDEX DHAHRAN 2018.** Salon international du bâtiment et de la construction,

Dhahran International Exhibition Centre, Dammam (Arabie Saoudite), du 15 au 18 avril 2018

**JEWELLERY SALON - RYADH 2018.** Salon de la bijouterie de luxe et des pierres précieuses en Arabie Saoudite, Al Faisaliah Hotel, Riyadh (Arabie Saoudite), du 16 au 19 avril 2018

**SAUDI HEALTH 2018.** Salon international de la santé, des équipements et fournitures pour les hôpitaux, Riyadh International Exhibition Centre, Riyadh (Arabie Saoudite), du 22 au 24 avril 2018

**FABEX SAUDI ARABIA 2018.** Salon international des structures en acier, tubes et tuyaux, tôles, mise en forme du métal et fabrication de l'acier, Riyadh International Exhibition Centre, Riyadh (Arabie Saoudite), du 29 avril au 02 mai 2018

EGYPTE

**PHARMACONEX 2018.** Salon international de l'industrie pharmaceutique pour l'Afrique du Nord et le Moyen Orient, Cairo International Convention & Exhibition Centre, Le Caire (Égypte), du 14 au 16 avril 2018

**AFÉX 2018.** Salon professionnel égyptien pour les cafés et restaurants au Moyen-Orient, Cairo International Convention & Exhibition Centre, Le Caire (Égypte), du 19 au 21 avril 2018

**BIOVISION ALEXANDRIA 2018.** Cette conférence éclairera trois thèmes majeurs: la santé, l'agriculture et l'environnement, Bibliotheca Alexandrina, Alexandrie (Égypte), du 20 au 22 avril 2018

**AFRO PACKAGING & FOOD MANUFACTURING 2018.** Salon international de l'emballage et des technologies de transformation de l'industrie agroalimentaire en Egypte, Cairo International Convention & Exhibition Centre, Le Caire (Égypte), du 22 au 24 avril 2018

Bahreïn – Portail du Golfe / Gateway Gulf

Bahrain 2018 - du 8 au 10 mai 2018

*Le Conseil de développement économique (EDB – Economic Development Board) de Bahreïn organise à Manama une Conférence économique intitulée Bahreïn – Portail du Golfe / Gateway Gulf – Bahrain 2018. Cet événement, placé sous le haut patronage de S.A.R. le Prince Salman bin Hamad Al Khalifa, Prince Héritier du Royaume de Bahreïn et Président de l'EDB, aura lieu du 8 au 10 mai 2018 et portera sur les atouts d'investissement actuels et futurs à Bahreïn, et à travers lequel, dans les Pays du Golfe. Cette Conférence témoigne du souhait des autorités de Bahreïn de renforcer les partenariats économiques dans différents secteurs : logement, énergie, BTP, tourisme, etc ...*

**Pour plus d'informations : Consulter le Site : [gatewaygulf.com](http://gatewaygulf.com)  
Ou contacter : [info@gatewaygulf.com](mailto:info@gatewaygulf.com)**

## EAU

**PMV LIVE 2018.** Salon international de la machinerie lourde de construction, de l'équipement de l'usine et des véhicules utilitaires et de construction, Dubai World Trade Centre (Dubai Exhibition Centre), Dubaï (Émirats Arabes Unis), du 26 au 29 mars 2018

**EMERGENCY RESPONSE & DISASTER PREVENTION - EDMI 2018.** Salon international et conférence consacrés aux meilleures pratiques et méthodes, à l'innovation et aux solutions d'intervention d'urgence et à la prévention des catastrophes terrestres, maritimes et aériennes, Abu Dhabi National Exhibition Center - Adnec, Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis), du 27 au 29 mars 2018

**FIRE FIGHTING MIDDLE EAST - FFME 2018.** Salon international pour les services d'urgence publics et privés, Abu Dhabi National Exhibition Center - Adnec, Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis), du 27 au 29 mars 2018

**NFOSECURITY MIDDLE EAST 2018.** Salon international de la cybersécurité pour la région MENA, Abu Dhabi National Exhibition Center - Adnec, Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis), du 27 au 29 mars 2018

**HARDWARE & TOOLS MIDDLE EAST 2018.** Salon professionnel de l'outillage, Dubai World Trade Centre (Dubai Exhibition Centre), Dubaï (Émirats Arabes Unis), du 02 au 04 avril 2018

**MIDEAST WATCH & JEWELLERY SHOW 2018.** Salon biennuel des tendances et des design dans les montres, la bijouterie, les pierres précieuses et les diamants, Expo Centre Sharjah, Sharjah (Émirats Arabes Unis), du 03 au 07 avril 2018

**DEAL - DUBAI ENTERTAINMENT, AMUSEMENT & LEISURE SHOW**

**2018.** Salon de l'industrie des loisirs et de l'amusement, Dubai World Trade Centre (Dubai Exhibition Centre), Dubaï (Émirats Arabes Unis), du 08 au 10 avril 2018

**CLOUD WORLD FORUM MENA 2018.** Forum mondial du Cloud Computing pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Dubai World Trade Centre (Dubai Exhibition Centre), Dubaï (Émirats Arabes Unis), du 09 au 10 avril 2018

**IPS - INTERNATIONAL PROPERTY SHOW 2018.** Salon international de l'immobilier et des investissements au Moyen-orient, Dubai World Trade Centre (Dubai Exhibition Centre), Dubaï (Émirats Arabes Unis), du 09 au 11 avril 2018

## IRAK

**ERBIL OIL & GAS 2018.** Salon international et conférence sur le pétrole et le gaz, Erbil International Fairground, Arbil (Iraq), du 01 au 05 mai 2018

## JORDANIE

**JIMEX 2018.** Salon des machines, de l'électromécanique, de l'énergie, Amman International Motor Show - AIMS, Amman (Jordanie), du 09 au 12 avril 2018

**SONEX 2018.** Exposition-Forum dédié à la technologie solaire, au solaire thermique, aux systèmes de chauffage solaire, réseaux d'énergie intelligents..., Amman International Motor Show - AIMS, Amman (Jordanie), du 09 au 12 avril 2018

**SPARK 2018.** Salon + congrès jordanien international de l'ingénierie électricité et électronique, Zara Expo Amman, Amman (Jordanie), du 09 au 12 avril 2018

## « KUWAIT INVESTMENT FORUM KIF 2018 » les 20 & 21 mars 2018

*L'Autorité Koweïtienne pour la Promotion de l'Investissement Direct (KDIPA) et la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Etat du Koweït, organisent les 20 & 21 mars 2018, sous le Haut Patronage de Son Altesse l'Emir du Koweït, Cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, la deuxième édition du Forum du Koweït pour l'Investissement « Kuwait Investment Forum KIF2018 ». Ce Forum est dédié à promouvoir les facteurs d'attraction du Koweït recherchés par les investisseurs étrangers et à mettre en évidence les changements en matière d'investissement réalisés ces dernières années : optimisation des potentiels du Koweït vis-à-vis des investisseurs étrangers, législation transparente et simplifiée conformément à la Loi N° 116 de l'année 2016 qui encourage les investissements directs au Koweït.*

**Pour plus d'information, Consulter le Site : [www.kif.kdipa.gov.com](http://www.kif.kdipa.gov.com)**

## KOWEÏT

**KUWAIT HEALTH 2018.** Salon et conférence sur les métiers de la santé au Koweït, uwait International Fairs Ground, Mishref (Koweït), du 03 au 04 avril 2018

**KUWAIT GREEN BUILDING 2018.** Salon international pour le secteur de la construction écologique au Koweït, adisson Blu Hotel Kuwait, Koweït (Koweït), du 04 au 05 avril 2018.

**BUILDING & CONSTRUCTION EXHIBITION 2018.** Salon du bâtiment et de la gestion de l'eau, Kuwait International Fairs Ground, Mishref (Koweït), du 09 au 14 avril 2018.

**ELITE REAL ESTATE EXHIBITION 2018.** Salon de l'immobilier et des investissements, uwait International Fairs Ground, Mishref (Koweït), du 09 au 14 avril 2018

**KUWAIT MEDICAL CONFERENCE & EXHIBITION 2018.** Salon international et conférence des équipements pour le médical, la pharmaceutique, l'art dentaire, l'hôpital et le laboratoire, Regency, Kuwait, Koweït (Koweït), du 10 au 12 avril 2018.

## LIBAN

**BEIRUT WEDDING FAIR 2018.** Salon du mariage de Beyrouth, hoenicia Inter Continental Hotel, Beyrouth (Liban), du 06 au 08 avril 2018

**BEIRUT BOAT SHOW 2018.** Salon de la plaisance et du yacht, Beirut Marina - Solidere, Beyrouth

(Liban), u 09 au 13 mai 2018

## MAROC

**FORUMESURE 2018** Salon dédié à l'instrumentation, l'accréditation, la mesure et au contrôle qualité, Jardins de l'Agdal, Marrakech (Maroc), du 09 au 11 avril 2018

**THE BIG 5 CONSTRUCT NORTH AFRICA 2018** Salon international du bâtiment et de la construction pour la région Afrique du Nord, Parc d'Exposition de l'Office des Changes (CICEC), asablanca (Maroc), du 10 au 12 avril 2018

**SIAM - SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE AU MAROC 2018.** Salon International de l'Agriculture au Maroc, assin de l'Agdal, Sahrij Souani, Meknès (Maroc), du 24 au 28 avril 2018.

## TUNISIE

**SIB SFAX 2018.** Salon de l'informatique, de la bureautique, de la communication et du multimédia, Parc des expositions de Sfax, Sfax (Tunisie), du 09 au 15 avril 2018

**AUTO-EQUIP GARAGE 2018.** Salon international de l'automobile, des équipements de garage et des pièces, de rechange, arc des expositions de Sfax, Sfax (Tunisie), u 18 au 21 avril 2018.

## « Les transports urbains dans les pays arabes : leur potentiel de développement »

**JEUDI 15 MARS 2018 - MAISON DES POLYTECHNICIENS**

*L'un des défis majeurs des villes en développement, face à la démographie galopante et à la migration rurale-urbaine, est la mobilité urbaine. Ainsi, pour répondre à l'extension urbaine qui ne cesse de croître, un réseau performant de transports publics constitue la solution pour toutes les couches de la société en facilitant les déplacements vers le travail, l'école, le centre-ville, etc.... et en participant à résoudre les problèmes d'environnement et diminuer la pollution, avec la limitation de l'usage de la voiture.*

*Dans les pays arabes, les autorités concernées témoignent d'une prise de conscience de ces enjeux. De grands projets sont à l'étude ou en cours de réalisation, les exemples en sont nombreux : l'extension du Métro automatique de Dubaï, la construction du Métro de Riyad sur un réseau de 176 Km et son réseau d'un millier de Bus, le prolongement du réseau de tramway de Casablanca et la modernisation du réseau de bus de Marrakech, les nouveaux projets ferroviaires en Algérie, le futur tramway de Sfax, le Métro automatique sans conducteur du Qatar et le Tramway de Lusail, estimé à plus de 3 Milliards d'Euros, Le Bus à Haut Niveau de Service d'Amman, .....*

*Dans le cadre de son cycle de petits déjeuners-débats, la Chambre de Commerce Franco-Arabe a invité pour en débattre :*

**Monsieur Mohamed MEZGHANI**

*Secrétaire Général de l'UITP (Union Internationale des Transports Publics)*

**Pour plus d'information, contactez Mme Fahed : 01 45 53 20 12**

►► MONDE ARABE

## Paris invite les Émirats à investir en France



A l'occasion d'une visite de deux jours à Abou Dhabi et à Dubaï, entamée le samedi 10 février dernier, où il a rencontré successivement les dirigeants des deux grands fonds souverains émiratis, puis le prince héritier de l'émirat, cheikh Mohammed ben Zayed Al Nahyane. le Premier Ministre français,

Edouard Philippe, a invité les Emirats arabes unis à investir davantage en France. « Nous avons essayé de montrer à nos amis ce que nous faisons, de leur indiquer pourquoi nous pensions qu'il se passait des choses intéressantes en France et qu'ils pouvaient y prendre leur part », a déclaré le Premier Ministre à la presse à l'issue de ces entretiens. Lors de la visite d'Emmanuel Macron aux Emirats arabes unis en novembre dernier, les deux pays avaient annoncé la création d'un fonds d'investissement d'un milliard d'euros destiné à soutenir les entreprises innovantes en France. Paris espère multiplier ce type d'opérations. « j'ai senti leur intérêt à ce que nous faisons et aux perspectives qui s'offraient en France... c'est bon signe. Cela veut dire que la France intéresse, que la France est regardée comme un endroit où l'on peut investir à la fois sûrement et avec profit. Je pense que c'est plutôt une bonne nouvelle pour notre pays, c'est ça que je suis venu expliquer et dire ici, » a indiqué le Premier ministre français.

## Irak : la France réaffirme ses engagements

*Lors de la conférence internationale sur la reconstruction de l'Irak qui s'est déroulée au Koweït, au milieu du mois de février dernier, avec la participation de 76 pays, de 51 organismes d'aide internationale, de 107 associations et fondations et de 1 850 hommes d'affaires, les alliés de l'Irak se sont engagés à mobiliser 30 milliards de dollars pour réparer les ravages de la guerre et participer à la reconstruction du pays.*

Un chiffre qui reste nettement inférieur des besoins chiffrés par Bagdad estimés à 88 milliards de dollars. « On espérait un montant plus important », a déclaré le ministre irakien

des Affaires étrangères, Ibrahim el-Jaafari qui a estimé à 22 milliards de dollars les besoins à court terme de son pays en ouverture de la conférence. lundi. Meurtri depuis des décennies par les guerres à répétition et un long embargo, l'Irak a proclamé en décembre la « victoire » sur l'EI, qui s'était emparé d'un tiers du pays à partir de 2014. Mais la menace d'attentats n'a pas pour autant disparu, des milliers d'infrastructures sont détruites et 2,5 millions de personnes déplacées. La majorité de l'aide promise jusqu'à présent provient de la Grande-Bretagne (1 milliard de dollars par an de crédits à l'export sur 10 ans) et de la Turquie (5 milliards de dollars), avec des contributions qui se divisent en prêts et en investissements. Par ailleurs, les États-Unis ont annoncé que la banque Export-Import américaine était prête à signer un protocole d'accord d'un montant de 3 milliards de dollars avec Bagdad, et Jean-Yves Le Drian, a réaffirmé la participation de la France aux efforts de reconstruction à travers le financement des projets dans le secteur de l'eau, de l'énergie et de la restauration des filières agricoles via l'Agence française de développement (AFD). Plus de 200 projets ont été présentés lors de la conférence, visant par exemple la construction de raffineries de pétrole et de centrales électriques, la réhabilitation d'aéroports ou encore de chemins de fer et de routes.



## Le FMI invite les pays arabes à limiter leurs dépenses publiques

La directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a exhorté les pays arabes à réduire les dépenses publiques pour permettre une croissance durable et la création d'emplois, à l'ouverture du 3e Arab Fiscal Forum, qui s'est tenu à Dubaï le 9 février dernier. La directrice du Fonds monétaire a salué les réformes « prometteuses » adoptées par certains pays arabes, tout en rappelant que beaucoup restait à faire pour surmonter les problèmes économiques et sociaux. Les dépenses publiques restent élevées, notamment chez les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) où elles dépassent 55 % du produit intérieur brut (PIB), a insisté Mme Lagarde. Les réformes devraient se concentrer sur la réduction des dépenses – très élevées – liées aux subventions et aux salaires, et renforcer l'efficacité dans des domaines tels que la santé, l'éducation et les investissements publics, a affirmé Mme Lagarde. Elle a indiqué que « Les subventions à l'énergie sont extrêmement coûteuses – en moyenne 4,5 % du PIB chez les exportateurs de pétrole et 3 % du PIB chez les importateurs », bien que les six membres du CCG et d'autres pays arabes

aient réduit leurs subventions à l'énergie ces dernières années. Mme Lagarde a par ailleurs assuré qu'une plus forte croissance et des réformes audacieuses étaient nécessaires pour créer des emplois chez les jeunes. « Le taux de chômage des jeunes est le plus important au monde, en moyenne 25 % et plus de 30 % dans neuf pays », a souligné Mme Lagarde, alors que « plus de 27 millions de jeunes arriveront sur le marché de l'emploi dans les cinq prochaines années ».



### FOCUS

#### BEYROUTH, 3<sup>e</sup> VILLE ARABE LA PLUS CHÈRE

*Beyrouth est la troisième ville arabe la plus chère, derrière Dubaï et Doha, selon une étude menée par la société Numbeo – rapportée par la Byblos Bank et qui compare le prix des biens de consommation et des services entre juin 2017 et janvier 2018 dans 540 villes à travers le monde, dont 20 dans la zone MENA. Beyrouth devance Charjah et Manama, tandis que Le Caire et Alexandrie sont les deux villes arabes les moins chères. La ville la plus chère du monde est Hamilton (Bermudes), devant Zürich (Suisse), tandis que Thiruvananthapuram (Inde) occupe à nouveau la dernière place du classement.*

#### ALGÉRIE : LANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'USINE PEUGEOT EN AVRIL

Les travaux de construction de l'usine Peugeot à El Hamoul dans la commune d'El Kerma à Oran débuteront au mois d'avril prochain selon M. Othmane Mohamed chargé des investissements à la direction de l'industrie et des mines de la wilaya. Le site qui s'étend sur 120 hectares comprendra l'usine de montage mais aussi les entreprises de sous-traitance travaillant à la fabrication des pièces de rechange. L'usine de montage de Peugeot, qui contribuera à la création de 1000 emplois directs et des milliers de postes indirects, devra entrer en service le premier trimestre de 2019, a fait savoir le chargé des investissements à la direction de l'industrie et des mines. Pour rappel, le protocole d'accord pour la création de la société Peugeot Citroën en Algérie a été signé en novembre 2017. Il prévoit un investissement de 100 millions d'euros. Le capital de la société est réparti selon la règle 51/49, soit 20% pour l'entreprise nationale de production de véhicules industriels, PMO de Constantine, 15,5% au groupe Condor, 15,5% à l'opérateur pharmaceutique Palpa Pro pour le côté algérien et 49% pour le groupe PSA français. La capacité de production de l'usine devra atteindre 75 000 véhicules par an, avec un taux d'intégration de 40%. Le contrat de ce projet stipule la création d'une académie PSA en Algérie permettant de développer la compétence de la main d'oeuvre en Algérie en matière de montage automobile et de son industrie.

#### DUBAÏ : LE PLUS HAUT HÔTEL DU MONDE

L'émirat de Dubaï, ville de tous es records, a annoncé l'ouverture du plus haut hôtel du monde, qui culmine à 356 mètres. Le « Gevora Hotel », situé sur la grande avenue Sheikh Zayed, bat d'un petit mètre le record de l'hôtel voisin, haut de 355 mètres. Le « Gevora Hotel » occupe une tour de 75 étages de couleur or, il dispose de quatre restaurants, d'une piscine, d'un spa de luxe et d'un gymnase. Dubaï se targue déjà d'avoir la plus haute tour du monde, le Burj Khalifa, qui culmine à 828 mètres. L'émirat s'est aussi lancé dans la construction d'une structure encore plus haute, dont les mesures sont jusqu'ici gardées secrètes. La cité-État, l'une des principales destinations touristiques du Golfe, a connu un nombre record de touristes en 2017 avec 15,8 millions de visiteurs, soit 6,2 % de plus que l'année précédente.

**Visitez le site**  
**de la** **Chambre**  
**de commerce**  
**franco-arabe**  
**www.ccf franco-**  
**arabe.org**

## MAROC : NOMBRE RECORD DE TOURISTES EN 2017



Avec 11,35 millions de visiteurs, soit 10% de plus que l'année précédente, le Maroc enregistre un nombre record de touristes en 2017. Cette progression concerne les principaux marchés émetteurs du royaume (France, Espagne, Allemagne), alors que les "marchés

émergents" comme la Chine et le Brésil ont enregistré de "fortes croissances", a précisé dans un communiqué le ministère du Tourisme dans le royaume. Les recettes touristiques en devises ont, elles, atteint 6,16 milliards d'euros contre 5,67 milliards d'euros une année auparavant. Selon ce bilan officiel, le volume des nuitées a également augmenté de 15% pour un taux d'occupation de 43%, soit trois points de plus qu'en 2016. Les plus fortes croissances ont été enregistrées à Fès, Ouarzazate, Tanger et Marrakech a ajouté le ministère marocain, qui s'est félicité de cette « année exceptionnelle ». Le secteur a notamment bénéficié d'un renforcement des liaisons aériennes, avec de nouvelles lignes vers l'Europe lancées par des compagnies low-cost, et plusieurs vols intérieurs opérés par la compagnie nationale Royal Air Maroc. Secteur clé de l'économie marocaine, le tourisme représente 10% de la richesse du royaume et constitue son deuxième employeur, après l'agriculture.

### LES SAOUDIENNES AUTORISÉES À CRÉER LEURS ENTREPRISES

Les Saoudiennes sont désormais autorisées à créer leurs propres entreprises dans le royaume sans solliciter le consentement d'un tuteur masculin, afin de stimuler le secteur privé, a annoncé le gouvernement. « Les femmes peuvent maintenant créer leurs propres entreprises sans avoir à prouver le consentement d'un tuteur », a déclaré le ministère du Commerce et de l'Investissement sur son site web. Cette annonce fait partie d'une série de réformes initiées par le prince héritier Mohammad ben Salmane pour stimuler l'économie et tout particulièrement le secteur privé et notamment la participation des femmes à la vie publique afin de faire passer la force de travail féminine de 22 % à plus de 30 % d'ici à 2030. Signe de cette volonté, le parquet à Riyad a annoncé son intention de recruter pour la première fois des femmes, et le service saoudien des passeports a déclaré avoir reçu 107 000 candidatures de femmes pour 140 postes vacants dans les aéroports et aux postes frontaliers. Par ailleurs, le royaume a annoncé que les femmes seront autorisées à conduire à compter de juin 2018. Et elles ont pu, pour la première fois, entrer dans des stades de football en janvier de cette année.

### ALGÉRIE : LES RÉSERVES DE CHANGE À \$97,3 MILLIARDS À FIN 2017

Les réserves de change de l'Algérie s'élevaient à 97,3 milliards de dollars à la fin décembre 2017, selon le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal. Elles étaient à 114,1 milliards de dollars à la fin décembre 2016, soit 16,8 milliards de dollars (mds usd) entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017, a précisé M. Loukal lors de la présentation de la situation financière et économique du pays devant l'Assemblée populaire nationale (APN). Par ailleurs, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, avait indiqué en octobre dernier que les réserves de change devaient s'établir à 85,2 mds de dollars à fin 2018 (l'équivalent de 18,8 mois d'importations), et à 79,7 mds en 2019 (18,4 mois d'importations) avant d'atteindre 76,2 mds en 2020 (17,8 mois d'importations).

### Le FMI salue les réformes économiques en Mauritanie

À l'issue de sa rencontre avec le Gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie, M. Abdel Aziz Ould Dahi, et le ministre de l'Économie et des Finances, M. El Moctar Ould Djay, à Marrakech, en marge de la Conférence sur la promotion de la croissance, de l'emploi et de l'inclusion, Mme Lagarde a salué dans un communiqué le lancement du programme de réformes économiques des autorités, lequel est appuyé par un accord de 163,9 millions de dollars avec le FMI au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Elle a par ailleurs souligné que la Mauritanie « devrait tirer parti de l'environnement extérieur actuel favorable pour accélérer les réformes et pour passer vers un rythme de croissance plus élevé en vue d'améliorer durablement le niveau de vie de la population. »

## Arabie saoudite : de grands projets dans le divertissement



L'Arabie saoudite a annoncé son intention d'investir 64 milliards de dollars dans les parcs de divertissement, avec des projets de construction de cinémas et d'un opéra, ainsi que de concerts d'artistes occidentaux. Lors d'une présentation à Riyad, le président de l'Autorité générale du divertissement dans le royaume, Ahmad ben Aqil al-Khatib, a précisé que 64 milliards de dollars seraient investis sur une période de dix ans et que l'argent viendrait

à la fois de l'État et du secteur privé. Plus de 5 000 événements culturels sont prévus cette année, selon M. Khatib, avec des noms d'artistes ou groupes internationaux comme Andrea Bocelli, Maroon 5 ou encore le Cirque du Soleil. « Vous verrez un véritable changement d'ici à 2020 », a assuré le responsable saoudien, précisant que des centaines d'entreprises se positionnaient, notamment dans la construction. L'année dernière plus de 2000 événements culturels ont été organisés impliquant plus de 100.000 volontaires et quelques 150 entreprises spécialisées dans le secteur. Les Saoudiens dépensent chaque année des milliards de dollars pour aller voir des films et visiter des parcs de loisirs dans les centres touristiques voisins de Dubaï ou Bahreïn, et l'objectif est de faire en sorte que les Saoudiens dépensent leur argent dans le royaume. De grands changements sont déjà perceptibles depuis la fin de l'année dernière, des dizaines de concerts ont été organisés et l'on annonce pour bientôt la réouverture des salles de cinéma. En septembre, la célébration de la fête nationale a donné lieu à des danses dans les rues, parfois sur de la musique électronique, et, en janvier, des femmes ont pu, pour la première fois, assister à un match de football dans un stade.

### ALGÉRIE : RÉDUCTION DU DÉFICIT COMMERCIAL

Les exportations algériennes ont augmenté de 13,5% en janvier de cette année atteignant 3,378 milliards de dollars contre 2,98 milliards en janvier 2017, selon les services de la douane algérienne. Par ailleurs, et selon toujours les mêmes sources, les importations ont reculé à 3,788 milliards de dollars contre 4,064 milliards sur la même période l'année dernière, soit une baisse de -6,8%. Les exportations ont ainsi assuré la couverture des importations à hauteur de 89% en janvier 2018, contre 73% l'année dernière. L'augmentation du prix de l'or noir sur les marchés mondiaux serait à la base de cet embellissement de la balance du commerce extérieur de l'Algérie. En effet le pétrole a représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger en janvier 2018 (93,84% du volume global des exportations) en s'établissant à 3,17 milliards de dollars contre 2,77 milliards une année auparavant soit une hausse de 400 millions de dollars (+14,23%). Cela démontre que les exportations hors hydrocarbures restent marginales atteignant tout juste 208 millions de dollars contre 205 millions en janvier 2017 (+1,5%), avec une part importante des dérivés du pétrole. Par pays, les cinq premiers clients de l'Algérie, en janvier 2018, ont été l'Espagne avec 461 millions de dollars (13,6% des exportations globales algériennes), suivie des États-Unis avec 419 millions (12,4%), de la Grande-Bretagne avec 390 millions (11,5%), de l'Italie avec 384 millions (11,3%) et de la France avec 315 millions de dollars (9,3%). Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête avec 464 millions de dollars (12,2% des importations globales algériennes), suivie de la France avec 414 millions (10,9%), de l'Italie avec 365 millions (9,6%), de l'Espagne avec 278 millions (7,3%) et de l'Allemagne avec 245 millions de dollars (6,4%).

### LIBAN : LE DÉFICIT COMMERCIAL SE CREUSE

La balance commerciale du Liban a accusé un déficit de 20,3 milliards de dollars sur l'année 2017, en hausse de 29 % par rapport à 2016, selon les chiffres des douanes rapportés par la Byblos Bank. Le déficit commercial a représenté 38 % du PIB estimé pour 2017, contre 31,5 % en 2016. La valeur totale des importations a grimpé de 23,7 %, à 23,1 milliards de dollars. Les États-Unis sont redevenus le premier fournisseur du Liban (4 milliards de dollars, ou 17,3 % du total), devant la Chine (1,9 milliard de dollars, 8,1 % du total) et l'Italie (1,8 milliard de dollars, 7,7 % du total). En parallèle, la valeur des exportations a baissé de 4,5 %, à 2,8 milliards de dollars en 2017. L'Afrique du Sud a été le premier client du Liban, recevant 11 % du total des exportations (315 millions de dollars), suivi par les Émirats arabes unis, avec 9 % du total (265 millions de dollars), et la Syrie, aussi à 9 % du total (246 millions de dollars). Les produits de joaillerie et les métaux précieux étaient le premier poste d'exportation en 2017, suivis par les produits agroalimentaires et les métaux.



## L'APPEL DE MARRAKECH

*À l'issue de la conférence sur la promotion de la croissance, de l'emploi et de l'inclusion, organisée les 28 et 29 janvier 2018 à Marrakech, sur le thème « Opportunités pour tous : croissance, emploi et inclusion dans le monde arabe », le FMI, le FADES et le FMA ont annoncé dans un communiqué que les pays arabes « offrent d'énormes perspectives, grâce notamment à une population jeune et talentueuse, une histoire et une culture d'une grande richesse et des ressources abondantes.*

Toutefois les co-organisateurs de cette conférence, avec le gouvernement marocain, ont affirmé que cette « région reste confrontée à des défis considérables ». La persistance de conflits régionaux, le repli des cours des produits de base, une faible productivité et une mauvaise gouvernance freinant ainsi son potentiel considérable. La croissance n'a pas été suffisamment forte pour réduire sensiblement le chômage, qui atteint le taux élevé de 25 % chez les jeunes. Cette région a la possibilité de cultiver les talents de ses jeunes et

de ses femmes et de profiter de la reprise économique mondiale pour accélérer les réformes et doper la croissance et la création d'emplois.

Ils ont lancé un appel à l'action et incité les pays à agir en appliquant une série de mesures ou de réformes afin d'accroître la transparence et renforcer les institutions. Par ailleurs ils ont appelé à rendre le secteur privé plus dynamique en améliorant l'accès aux services financiers et le climat des affaires, en réduisant les obstacles et en allégeant les formalités administratives, à tirer parti de la technologie et favoriser le commerce pour produire de nouvelles sources de croissance, créer des emplois et encourager la prospérité. Enfin ils ont exhorté les pays à mettre en place des dispositifs solides de protection sociale et de renforcer les droits juridiques afin d'autonomiser les populations défavorisées, notamment les jeunes, les femmes, les ruraux et les réfugiés, et d'investir dans l'humain en renforçant l'éducation pour préparer les travailleurs à la nouvelle économie.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

**Chambre de Commerce Franco-Arabe**

250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris

ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: [info@ccfranco-arabe.org](mailto:info@ccfranco-arabe.org)

Mme  M<sup>elle</sup>  M.

Société :

Prénom :

Nom :

Fonction :

Email :

Adresse :

Code postale :

Ville :

Pays :